

APPEL A TOUS LES OUVRIERS

POUR ELARGIR ET UNIFIER LES LUTTES

La grève des ouvriers des chemins de fer entre aujourd'hui dans son 10ème jour. Elle est déjà la plus importante dans ce secteur depuis 1968.

Toute la population a les yeux braqués sur son évolution :

-Les capitalistes de tous bords avec leurs différentes forces politiques dans l'espoir que leur Etat fera mordre la poussière aux cheminots en grève ;

-Tous les ouvriers parce qu'ils savent que le combat acharné de leurs frères de classe est le leur, celui de la défense des intérêts immédiats et futurs de toute la classe ouvrière.

C'est une épreuve de force entre l'Etat et toutes les forces capitalistes d'un côté, et la classe ouvrière comme un tout de l'autre.

La classe ouvrière doit remporter cette épreuve de force. Pour cela, le mouvement ne doit pas rester isolé. Il doit s'élargir aux autres secteurs. Les ouvriers ne doivent pas tomber dans les pièges que leur tendent toutes les forces du capitalisme, qui veulent les diviser et les démoraliser, ils ne doivent pas se laisser impressionner par tous les mensonges que la bourgeoisie et son Etat assènent avec tout le cynisme dont ils sont capables.

L'ETAT BOURGEOIS NE CONNAIT PAS DE REPIT DANS SON ATTAQUE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

L'Etat ment quand, s'abritant derrière la direction de la SNCF, il prétend jouer à l'arbitre désintéressé, comme si la SNCF n'était pas une entreprise relevant directement de l'Etat.

L'Etat ment quand il fait semblant d'être au dessus des "partenaires sociaux". Non seulement parce qu'il est le directeur de toute la classe capitaliste à qui il adresse, par la bouche de son "vice premier ministre", Balladur, la mise en garde contre toute augmentation des salaires au delà de 2%. Mais encore parce qu'il est le premier patron du pays, employant plus ou moins directement 9 millions de salariés (service public, entreprises nationalisées, actifs et retraités).

Il ment quand, à la suite des gouvernements précédents, de droite comme de gauche, il se prétend "arbitre", au dessus des partenaires sociaux et se lance à corps perdu depuis l'été dans un train de mesures de plus en plus draconiennes contre les conditions de vie de la classe ouvrière : baisse des salaires réels, augmentation des cotisations de la Sécurité Sociale, des frais d'hospitalisation, diminution du remboursement des médicaments, des allocations-chômage ; planification de licenciements dans tous les secteurs et toutes les branches de l'industrie.

Cet Etat, qui peut bien faire la "pause" en ce qui concerne des projets de lois du genre Devaquet, a pris soin il y a 15 jours d'insister, par la bouche de son premier ministre "QU'IL NE SAURAIT ETRE QUESTION DE PAUSE POUR CE QUI EST DE LA POLITIQUE SOCIALE", c'est à dire de l'application des mesures prévues et à prévoir CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

Pour faire passer ses mesures et ses attaques, l'Etat comptait sur l'inertie et la passivité de la classe ouvrière.

Il s'est trompé !

En vain, ses "partenaires sérieux et responsables" que sont les syndicats le mettaient en garde en multipliant leurs avertissements contre un mécontentement qui grondait dans les profondeurs de la classe ouvrière. L'Etat, restant sourd et aveugle, ne voyait dans les grèves qui se

multipliaient à partir de la rentrée, que de simples escarmouches, et ignorait ce qu'elles annonçaient et contenaient comme potentialités de combativité ouvrière.

Mais à peine le rideau de fumée de l'affaire du projet de loi Devaquet s'est dissipé qu'apparait à l'avant de la scène LE VRAI PROBLEME DE LA PERIODE ACTUELLE : LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE POUR LA DEFENSE DE SES INTERETS CONTRE LES IMPITOYABLES ATTAQUES DU CAPITAL ET DE SON ETAT.

Et c'est à l'honneur des ouvriers des transports - marine marchande, métro et surtout les cheminots- d'avoir occupé immédiatement les avant-postes du front de classe.

LA RIPOSTE DES CHEMINOTS NOUS MONTRE LE CHEMIN

Le mérite des cheminots est d'avoir su passer par dessus les syndicats malgré ces derniers et contre eux ; et, en partant spontanément de la base, de s'être engagés fermement dans la lutte, ouvriers syndiqués et non syndiqués.

En moins de 48 heures, la grève s'est étendue à tout le pays sans avoir eu besoin pour cela de la tutelle des syndicats.

L'exemple magnifique donné par les cheminots est d'avoir montré la force de la classe ouvrière. L'action rapide et décidée d'un seul secteur de la classe ouvrière a suffi pour que, immédiatement, soient déréglés, désarticulés et bouleversés tout le fonctionnement et la vie du pays.

La plus grande ironie de l'histoire est de voir les syndicats, surpris et débordés, se dépêchant de s'accrocher en catimini, sans billet, au dernier wagon du train en marche ; ces syndicats, qui ne représentent rien ni personne, prétendent encore être les "représentants autorisés" des ouvriers cheminots en lutte et jouer au "partenaire responsable" dans la comédie de négociation avec la direction de la SNCF et derrière elle le gouvernement.

Mais les cheminots restent vigilants. Leur méfiance envers les syndicats, fruit de longues années d'expérience des manigances de ceux-ci dans leur dos avec l'Etat et le patronat, ne fait que grandir chaque jour davantage.

Aux manoeuvres des syndicats, ils opposent leur ferme volonté de continuer la lutte et pour cela multiplient leurs efforts pour garder le combat dans leurs propres mains en développant les assemblées générales souveraines, la constitution de comités de grève élus et responsables devant les assemblées et prennent des initiatives pour la formation d'un comité de coordination nationale.

Tout ouvrier, étant un tant soit peu conscient, ne peut que soutenir une telle orientation.

Mais aujourd'hui, nous nous trouvons devant deux coordinations. Une véritable coordination doit avant tout n'être qu'UNE. C'est pour cela qu'il faut premièrement EXIGER QUE LES DEUX COORDINATIONS, si elles sont véritablement sincères SE REUNISSENT ET S'UNIFIENT IMMEDIATEMENT, et deuxièmement QUE LA COORDINATION NE SOIT PAS UN ORGANE AUTO-PROCLAME, OU CELUI D'UNE MINORITE MAIS EFFECTIVEMENT CONSTITUE PAR DES DELEGUES ELUS ET REVOCABLES DES ASSEMBLEES GENERALES OU DES COMITES DE GREVE ISSUS DES ASSEMBLEES.

L'unité la plus grande possible est la principale garantie de la force du mouvement. C'est pourquoi on doit s'opposer énergiquement à toute division à la base, sous quelque prétexte que ce soit. Si en effet des revendications particulières existent pour tel ou tel secteur de cheminots, cela ne saurait aucunement justifier la séparation en organismes distincts.

De même que tous les cheminots constituent une unité indivisible groupant tous les secteurs particuliers, de même les revendications particulières doivent trouver leur place et s'intégrer pleinement au sein des revendications générales qui fondent l'unité et la force du combat.

NE PAS CEDER AUX MANOEUVRES D'INTIMIDATION ET DE DIVISION!

Le mouvement uni des cheminots ne doit prêter aucune considération aux vociférations de l'Etat, de la direction de la SNCF et de toute la presse à leur service, ni à leurs lamentations hypocrites, ni à leurs larmes de crocodile, en défense, soi-disant des "usagers victimes" de la grève. Cette répugnante démagogie veut faire oublier que la majorité des usagers sont les ouvriers eux-mêmes, et s'ils sont victimes ce n'est pas de leur lutte, mais des attaques féroces de l'Etat et du patronat contre eux.

Le gouvernement accuse la grève des cheminots d'illégalité. Les ouvriers ne peuvent que hausser les épaules devant de semblables accusations qui ne peuvent "émouvoir" que les syndicats. Car, pour la classe capitaliste, n'est légal que ce que décide son Etat, ce qu'ils appellent des lois, ce qui justifie l'exploitation effrénée de la classe ouvrière. Pour la bourgeoisie, la lutte contre l'exploitation, pour la défense par les ouvriers de leur survie, sera toujours illégale.

Le gouvernement, et derrière lui toute la racaille à son service, de la presse aux cardinaux, dans leur hypocrisie infinie, reproche aux cheminots de ne pas respecter la trêve des confiseurs, la paix sociale en ces temps de fêtes de famille et de la paix proclamée par le Pape. Pourquoi donc la bourgeoisie et son Etat ne commenceraient-ils pas par donner l'exemple de leur altruisme en renonçant, ne serait-ce qu'un seul jour, à poursuivre leurs attaques contre la classe ouvrière?

On accuse les cheminots et les travailleurs du secteur public d'être des "privilegiés", de ne pas être menacés par le chômage. Toutes les luttes, qu'elles soient menées par les ouvriers du public ou du privé sont aussi des luttes contre le chômage, parce qu'elles s'opposent au capital et à son Etat qui sont les premiers responsables du chômage et des licenciements.

La bourgeoisie et son gouvernement accusent la lutte ouvrière en général et la lutte présente des cheminots de troubler l'ordre public.

La classe ouvrière sait ce que signifie l'ordre public du capitalisme, parce qu'elle porte dans sa chair meurtrie ses conséquences : l'ordre capitaliste, pour la classe ouvrière, signifie exploitation-misère-chômage-famine-guerres, massacres et oppression sans fin.

L'ordre capitaliste demande, exige, une classe ouvrière ligotée, baillonnée et soumise, acceptant sans murmure l'exploitation et toutes les humiliations.

L'ordre capitaliste est le désordre même. Il suffit de penser aux guerres qui ne cessent à tous les coins du monde, à la crise qui plonge l'humanité dans la misère, à la barbarie sans fin.

La lutte de la classe ouvrière, que les capitalistes appellent le désordre, c'est le début de la fin de "l'ordre" du capital, l'annonce d'un ordre nouveau, un ordre sans exploitation et sans classe.

C'est tout cela que contient encore en germe la magnifique manifestation de la force du prolétariat qu'est la lutte actuelle des cheminots.

**AUJOURD'HUI UNE SEULE ISSUE POUR FAIRE
RECULER L'ETAT :**

**ELARGIR ET UNIFIER LES
LUTTES.**

Cette grève d'aujourd'hui contient d'immenses potentialités. Mais il importe au plus haut point de savoir mettre en évidence ces potentialités.

Il faut en premier lieu que les cheminots, tout en maintenant leur vigilance et leur combativité contre toutes les manoeuvres de la bourgeoisie, et les pièges des syndicats, tout en développant leur effort pour maintenir et élargir leur unité, leur effort pour s'organiser et se coordonner, ne perdent pas de vue que leur combat d'aujourd'hui n'est qu'un moment très important, une lutte d'avant-garde que livre l'armée de la classe comme un tout : **LE PLUS GRAND DANGER QUI GUETTE CETTE FORMIDABLE LUTTE DES CHEMINOTS EST LA STRATEGIE DE L'ETAT ET DE SES ACOLYTES POUR L'ISOLER, POUR LA SEPARER DE L'ENSEMBLE DE LA CLASSE.**

Si par malheur, la bourgeoisie réussit cette manoeuvre, elle serait à même d'infliger une défaite à la classe ouvrière malgré toute la magnifique combativité des cheminots. L'enjeu de la lutte aujourd'hui est tel que **SEULE L'EXTENSION, L'ENTREE DE SECTEURS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX DE LA CLASSE DANS LE COMBAT PEUT ASSURER UN RAPPORT DE FORCES FAVORABLE AU PROLETARIAT.**

C'est pourquoi le gouvernement multiplie ses "appels à la responsabilité" aux autres ouvriers du secteur public. C'est pourquoi les syndicats se refusent à tout appel IMMEDIAT à la grève dans le secteur public comme dans le secteur privé. Et quand ils sont obligés de le faire sous la pression ouvrière comme à la RATP, ils s'emploient à saboter tout effort d'unité.

C'est pour cela que les cheminots ne doivent pas se laisser isoler, enfermer et disperser par petits paquets dans leurs dépôts, mais appeler de toutes leurs forces les autres secteurs de la classe à la solidarité. Non pas une solidarité sentimentale, non pas une solidarité platonique, non pas une solidarité de soutien financier, mais une solidarité active, dynamique, par l'entrée en lutte des autres secteurs de la classe.

Pour cela, dans les assemblées d'ouvriers en lutte :

-il faut voter des résolutions d'appel aux autres ouvriers à rejoindre le mouvement ;

-il faut aller en délégations massives vers d'autres centres ouvriers et en premier lieu ceux de la fonction publique, des transports, des PTT, d'EDF-GDF, pour étendre et unifier la lutte qui s'est ouverte.

Pour les autres secteurs de la classe ouvrière, pour tous les ouvriers, qu'ils soient au travail ou au chômage, il en est de même :

-ils ne doivent pas rester dans l'expectative, même avec la plus grande sympathie

-ils doivent comprendre que, dans le combat que mènent les cheminots, c'est leur propre sort qui se décide.

Il faut que l'extension, l'unification et la prise en main de la lutte par les grandes masses de la classe s'engage dans la voie de la réalisation.

L'importance de l'explosion de ces luttes ouvrières en France dépasse de loin les frontières du pays. Les ouvriers de tous les pays, et plus particulièrement ceux d'Europe, les suivent fébrilement, ont les yeux braqués sur elles. Aucun ouvrier en France ne peut ignorer l'impact et les conséquences que ces luttes vont avoir sur le développement de la lutte ouvrière dans les autres pays.

La lutte ouvrière dans un pays n'est jamais qu'un moment de la lutte internationale de la classe ouvrière.

Unie sur son terrain de classe, la force de la classe ouvrière est invincible!

**COURANT COMMUNISTE
INTERNATIONAL
Le 27-12-1986.**

REUNION PUBLIQUE sur le thème "Perspectives pour la lutte ouvrière internationale en 1987" :
- à PARIS, le vendredi 16 janvier à 20h30, au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème (métro : Porte de Choisy)
- à LILLE, le samedi 24 janvier à 14h30 à la MNE, 23 rue Gosselet
PERMANENCE à PARIS le samedi 31 janvier de 17h à 19h, à la même adresse.